

françois-xavier verschave

FRANCE-**A**FRIQUE
le crime continue

France-Afrique : le crime continue
est la retranscription, revue par l'auteur,
d'une conférence-débat qui s'est tenue
à la librairie La Gryffe (Lyon)
le 5 décembre 1998.

Une première version a été éditée sous le titre
France-Afrique : le jeu de massacre
par les ÉDITIONS DE LA CRIÉE
en juin 1999.

« *Je ne serais plus jamais le nègre de personne.* »
James Baldwin,
... *chassés de la lumière...*, Stock, 1972

« *Je suis dans le malheur.*
Je ne veux pas retourner dans un pays noir. »
Bouna Wade, Sénégalais de 17 ans,
mort le 9 juin 1999 en tentant
de rallier clandestinement la France par avion.

Photographie de couverture : © Roger-Viollet

éditions tahin party
20, rue Cavenne – 69007 Lyon – france
tahin-party@worldnet.fr

ISBN 2-912631-02-5

<i>À quoi servent les clichés ?</i>	6
<i>France-Afrique : le crime continue</i>	9
Glossaire	62
Pasqua <i>versus</i> Verschave	68
À propos de François-Xavier Verschave	70
Bibliographie complémentaire	72

À QUOI SERVENT LES CLICHÉS ?

Dans l'imaginaire occidental, l'Afrique reste un vaste cliché : savanes-pleines-d'animaux-sauvages, folklores exotiques... Il n'y a pas jusqu'aux épidémies et famines chroniques, jusqu'aux guerres tribales, ethniques ou claniques et aux dictatures sanguinaires qui ne soient systématiquement convoquées au grand carnaval des idées reçues. L'Afrique serait rétive à la « démocratie », incapable de se « développer »... Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de nier l'existence de famines ou de dictatures, bien réelles hélas, mais de critiquer le caractère de fatalité africaine qu'on leur prête volontiers en Occident.

Le premier stéréotype dont pâtissent les Africains et les Africaines est ce « *L'Afrique* » qui gomme la diversité des réalités politiques et économiques et renvoie chaque pays au seul contour géographique d'un continent : il fonctionne de la même manière que les discours biologistes qui figent les individus dans une *nature* ou une tradition indépassables. Il suffit de parcourir les dépliants des agences de voyages pour comprendre qu'aller « là-bas », c'est encore, sinon apporter la civilisation, du moins se conforter dans la croyance que l'Occident est la civilisation.

Cette vision occidentale de « l'Afrique » est directement issue du racisme colonial. Les discours ont simplement été remis au goût du jour : les individus sont moins donnés comme les représentants d'une race *différente* (« les Noirs ») que d'une culture *différente* (« les Africains »). Les discours culturalistes se surimposent aujourd'hui aux discours racistes ; les uns et les autres permettent de justifier l'exploitation et les traitements discriminatoires qui fondent le néo-colonialisme. Le schéma ne change guère, l'Occident demeure imbu d'une supériorité établie selon ses propres critères. Il suffit de voir l'enjeu idéologique que représente la grand-messe de la francophonie...

En contrepoint du mythe de l'Afrique « sauvage et naturelle », survit celui de la France* « généreuse et porteuse de progrès ». Alors que sa politique africaine compte parmi les plus meurtrières qu'ait comptées notre siècle, la France conserve, aux yeux de l'opinion internationale, l'image fantôme de pays des « droits de l'Homme », et demeure convaincue que le reste du monde ne peut se passer de ses Lumières.

Contrairement à l'Allemagne, « notre » pays n'a jamais été contraint de se pencher sur son passé pour se livrer à une réelle autocritique. La bonne conscience de l'opinion s'appuie sur une complaisance dans le non-savoir qui est en elle-même une complicité. L'ignorance est aussi savamment entretenue : les leçons de l'école

* – tahir party aime décapitaliser certaines Entités.

ou des médias ne nous apprennent presque rien des colonialismes passés et présents. « Notre » histoire nous est présentée comme une épopée glorieuse et on ne dit jamais que la colonisation est criminelle et n'aurait jamais dû se produire. Sur le néo-colonialisme actuel, le silence se fait plus pesant encore. Si nous pouvions intervenir sur la politique étrangère du gouvernement, encore faudrait-il que nous puissions nous prononcer en connaissance de cause.

« L'accueil » que, de ce côté-ci de la Méditerranée, nous réservons aux sans-papiers et aux migrants en général, n'est pas sans rapport avec ces politiques africaines : les quelques non-blancs qui ont acquis droit de cité, pour avoir contribué par exemple à la victoire de l'équipe nationale de football, risquent fort de servir d'alibis en occultant le travail précaire, les contrôles et les coups de matraque, les insultes quotidiennes et la fréquente clandestinité qui attendent les autres « prétendants » à la france.

Tout nous serait dû. Rien ne nous serait imputable. Concrètement, tout est pour nous, occidentaux.

La Terre n'est pas le centre de l'Univers, la france n'est pas le centre du monde. Décoloniser l'Afrique. Défranciser le monde.

Vaste tâche, vu l'ampleur des dégâts.

tahin party

FRANCE - AFRIQUE *le crime continue*

Je vais essayer de vous résumer quatre décennies de relations entre la France et l'Afrique. Je vais parler des responsabilités françaises par rapport à ce qui se passe en Afrique. Il est évident que les Africains ont une responsabilité importante, mais, en tant que citoyens français, c'est la part de responsabilité de notre pays qui nous intéresse en priorité.

Plusieurs de mes affirmations vous paraîtront peut-être incroyables : à force de travailler sur ces questions, nous avons peu à peu découvert un certain nombre de faits qui, à nous aussi, semblaient tout à fait invraisemblables. Pourtant, c'est bien ainsi que ça se passe : souvent, dans les relations franco-africaines, la réalité dépasse la fiction.

Pourquoi, d'abord, me suis-je penché sur cette question ? Je fais partie d'une association, *Survie*, qui se bat depuis une quinzaine d'années contre un scandale permanent : plus d'un milliard d'humains vivent dans la pauvreté absolue, trente mille enfants meurent tous les jours faute de soins ou d'alimentation suffisante. À *Survie*, nous avons entrepris un combat politique, d'abord assez consensuel : nous voulions faire voter une proposition de loi qui fasse en sorte que l'aide publique au développement (APD) – les quarante milliards de francs d'impôts prélevés sur les Français, prétendument pour aider le Tiers-Monde – servent vraiment à lutter contre la pauvreté. Plus modestement, on demandait qu'au moins un septième de cet argent soit mobilisé, selon les méthodes et procédures les plus efficaces, pour lutter contre la faim et réduire l'extrême misère dans un certain nombre de pays. Nous avons travaillé avec des gens de tous bords et nous avons obtenu le soutien des trois quarts des députés : ils ont signé une proposition de loi rédigée par cinq de leurs collègues, réformant assez radicalement l'aide publique au développement. Mais cette proposition de loi n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour. Nous avons pourtant pratiquement tout tenté pour y parvenir.

On savait qu'il y avait de la corruption dans l'APD, mais on n'en imaginait pas l'importance. Peu à peu, on s'est aussi rendu compte qu'il n'y avait pas seulement de la criminalité économique (de la corruption, des détournements, etc.), mais également une criminalité politique très importante. Cela nous a explosé à la figure au

moment du génocide au Rwanda, ce troisième ou quatrième génocide du siècle (il y a des débats sémantiques sur l'appellation des immenses massacres cambodgiens) dans lequel la France est mouillée jusqu'au cou, même si une MISSION PARLEMENTAIRE¹ tronquée va vous affirmer le contraire. Personne à l'étranger ne doute un instant que la France était dans le camp des auteurs du génocide, qu'elle lui a fourni des armes et l'a soutenu diplomatiquement tout au long du génocide, et même après. Cette criminalité politique a continué de s'afficher, puisque dans la foulée de l'OPÉRATION TURQUOISE, la France a réhabilité le maréchal Mobutu – celui qui a réussi à transformer le Zaïre, pays-continent richissime en matières premières, en la contrée la plus pauvre d'Afrique. Et un mois après, en août 1994, nous apprenions à l'occasion de la « livraison » de Carlos que la France s'était alliée, au Soudan, à un régime intégriste, une dictature militaire qui affame et massacre les populations du Sud – causant la mort de plus d'un million et demi de personnes au nom d'une politique tout à fait fascisante. Le dévoiement de l'APD est donc lié à une politique qui provoque ou cautionne des massacres considérables. En tant qu'association, nous avons alors décidé d'adopter une stratégie de rupture, de faire savoir et de répéter, inlassablement, que ce n'est pas la peine de parler d'aide publique au développement si, dans le même temps, on soutient des dictatures qui massacrent à travers l'Afrique.

1 – Pour les termes AINSI ÉCRITS, se reporter au glossaire page 62.

Nous avons étudié avec beaucoup d'Africains un certain nombre de thèmes, de pays et de situations, ce qui a donné lieu aux treize *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*. Nous sommes également remontés plus loin dans l'histoire. C'est cette histoire de quarante ans de relations franco-africaines que je vais broser très rapidement.

Tout commence en 1958, dans un bureau voisin de celui du général de Gaulle, avec Jacques Foccart. C'est alors l'un des deux personnages les plus puissants de la République – presque aussi puissant que de Gaulle. Depuis douze ans, il a élargi son contrôle sur les relations franco-africaines ; il dirige pratiquement les services secrets (le SDECE, devenu la DGSE au début des années quatre-vingts), il supervise les nominations aux principaux postes du parti gaulliste, puis de l'État, il dirige l'ancêtre du SAC (le Service d'Action Civique), et il pourvoit aux finances du gaullisme. De Gaulle le charge de ce que nous pourrions appeler « la confiscation des indépendances ». Je ne reviendrai pas sur l'histoire des rapports entre de Gaulle et la décolonisation, depuis la conférence de Brazzaville en 1944, mais il est clair que le général en ce domaine n'a jamais fait que concéder, il n'a jamais anticipé ni précédé. Il ne voulait pas l'indépendance de l'Afrique subsaharienne. Il y était contraint par la pression des deux Super-grands, les États-Unis et l'URSS, qui, chacun à leur manière, et non sans arrière-pensées, prônaient l'émancipation des

anciennes colonies. Plutôt que de tout perdre, il fallait faire semblant d'accompagner le mouvement.

C'est Foccart qui fut chargé de garder les pays d'Afrique noire francophone dans le giron de la France. Pour trois raisons :

- une raison politique : garder un cortège d'États-clients qui permettent à la France de conserver son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ;
- une raison économique : l'accès aux matières premières stratégiques, comme l'uranium (pour la bombe atomique) et le pétrole, plus un certain nombre de rentes des sociétés coloniales, dans le cacao, la banane, le café, etc. ;
- une raison inavouable : la pompe à finances du parti gaulliste (comme celle des autres partis de gouvernement) est fortement branchée sur le détournement des rentes africaines – ce dont je reparlerai.

Foccart a d'abord tenté, avec de Gaulle, de confisquer les indépendances en instituant la Communauté. Les anciennes colonies n'auraient pas vraiment été indépendantes, la France aurait continué de gérer leur défense, leurs relations internationales et leur monnaie : elles auraient seulement bénéficié d'une sorte d'autonomie. Cette Communauté a éclaté après que quelques pays en soient sortis : même pour les leaders africains les plus francophiles, c'était un concept politiquement indéfendable. Mais il est très important de retenir ceci, au sujet des accords de coopération encore en vigueur aujourd'hui.

d'hui : ces accords, économiques, financiers, militaires ou autres, ont été échafaudés dans le cadre de la Communauté. Depuis quarante ans, donc, les pays francophones au sud du Sahara vivent avec des accords de coopération, notamment monétaires et sécuritaires, conçus comme s'ils ne devaient jamais être indépendants.

Pour maintenir ces pays dans le giron de la France, Foccart a fait le tri : il a promu un certain nombre de dirigeants « amis » de la France, à travers des élections truquées. L'histoire des élections truquées sous les périodes coloniale et post-coloniale est un véritable roman-feuilleton. La pratique et les mécanismes du truquage mis en œuvre par des conseillers ou officines français sont depuis longtemps rodés. Dans trois pays au moins, cette promotion de leaders amis a néanmoins été contrariée :

- Au Cameroun, à cause d'un mouvement indépendantiste ancien et très enraciné, l'Union des peuples du Cameroun (UPC), animée par Ruben Um Nyobé. Dans ce pays, un massacre a eu lieu à partir de 1957 jusqu'en 1965, qui a fait peut-être jusqu'à 400 000 morts, en tout cas au moins 200 000, avec une pratique systématique de la torture. Ce fut bien pire qu'à SÉTIF, en 1945, ou à Madagascar. Cette histoire, pourtant, vous ne la connaissez pas, ni la quasi-totalité des Français : elle ne figure pas dans nos livres d'Histoire. Quarante après, les Camerounais sont encore terrorisés par ces événements épouvantables. Tous les leaders indépendantistes camerounais ont été assassinés, empoisonnés, toute une par-

tie de la population de l'ouest du Cameroun, la région bamiléké (où l'UPC connut son essor le plus considérable) a été massacrée. Le tout accompagné d'un discours raciste dont j'ai retrouvé les traces : ce qui était publié par l'armée française en 1960 sur les Bamiléké, on le retrouve un tiers de siècle plus tard, pratiquement à l'identique, sur les Tutsis du Rwanda : les mêmes discours ont autorisé les massacres de Bamiléké et le génocide au Rwanda. Cette instrumentalisation du racisme, cette façon de dresser les ethnies les unes contre les autres, est une très ancienne pratique coloniale : elle est déjà explicite dans les écrits du maréchal Lyautey². C'est une pratique permanente : n'oublions pas que les principales troupes françaises en Afrique, les régiments d'« infanterie de marine », sont les mêmes qu'on appelait autrefois « infanterie coloniale ». Depuis 1945, elles ont fait l'Indochine, l'Algérie, puis l'Afrique... Et malgré tout ce qui s'est passé, les MASSACRES DE SÉTIF, de Madagascar, du Cameroun, la torture en Algérie, dans les colonies et néo-colonies, jamais ou presque il n'y a eu de sanction. Tout a été couvert par l'amnistie, ou simplement par une impunité systématique. Pourquoi les schémas et les habitudes changeraient-ils, puisqu'il n'y a

2 – « *S'il y a des mœurs et des coutumes à respecter, il y a aussi des haines et des rivalités qu'il faut démêler et utiliser à notre profit, en opposant les unes aux autres, en nous appuyant sur les unes pour mieux vaincre les autres* », Lyautey, cité par Daniel Tessie, « Polémique autour du problème bamiléké », *La nouvelle Expression*, 11 juillet 1995.

jamais eu condamnation ? Au Cameroun, le massacre des populations favorables à une réelle indépendance a permis de mettre en place Ahmadou Ahidjo, un « ami » de la France.

- Au Togo, Sylvanus Olympio avait été élu président en 1958 de manière non frauduleuse avec une supervision de l'ONU. Rentrant de la guerre d'Algérie, quelques sergents franco-togolais dirigés par Étienne Gnassingbe Eyadéma voulaient être intégrés dans l'armée du nouvel État. Mais Olympio ne voulait pas d'armée, estimant que ce n'était pas une priorité pour son pays. Il était devenu la bête noire de Foccart et de la plupart des dirigeants français (y compris Mitterrand) parce qu'il s'était permis de tisser des liens avec l'Allemagne et l'Angleterre ; de plus, il se préparait à créer une monnaie nationale afin de s'affranchir du franc CFA. Le coopérant militaire français chargé de sa protection, le conseiller militaire à la présidence Georges Maïtrier, a supervisé l'organisation d'un coup d'État, allant probablement jusqu'à soudoyer Eyadéma. Celui-ci a tué Olympio de ses propres mains, le 12 janvier 1963. Devenu général, Eyadéma a instauré en 1967 une dictature qui est toujours en place trente trois ans plus tard – c'est ainsi qu'il a été récompensé pour avoir éliminé une personnalité majeure de l'Afrique. Car Olympio avait une envergure politique considérable – peut-être celle d'un Mandela.

- Le seul à avoir échappé durant deux décennies à la tutelle de Foccart est le leader de la Guinée, Sékou Touré. Mais il a été l'objet d'un si grand nombre de com-

plots et de tentatives de putsch qu'il a fini par en devenir paranoïaque.

Il faut distinguer le « degré zéro » et le « degré un » de la décolonisation. Le néo-colonialisme français est un système totalisant ou totalitaire : l'ex-métropole continue de contrôler simultanément les volets financier, économique, politique et sécuritaire. Elle enserrme l'Afrique francophone dans un réseau de liens qui ne diffère guère de la situation coloniale. Les Anglais eux, ont tout lâché quand ils sont partis. Bien sûr, il y a en Grande-Bretagne des hommes d'État ou d'affaires qui sont corrompus ou corrupteurs, mais leur influence n'est pas totalisante. Cette relation des Anglo-Saxons avec l'Afrique n'est pas du tout idyllique, mais elle se situe au « degré un » de la décolonisation, comme une relation parmi d'autres. Dans les pays d'Afrique anglophone, quand il y a un dictateur, les gens savent que c'est leur problème. En Afrique francophone, ils savent qu'il leur a été imposé par la France. On en est toujours au « degré zéro » des indépendances.

La France joue en Afrique le même type de rôle que les USA en Amérique latine. Lors d'une conférence à la Sorbonne en décembre 1998, Georges Serre, conseiller pour l'Afrique du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, a déclaré : « *De même que les États-Unis ont leur arrière-cour en Amérique latine, la France a besoin d'avoir son arrière-cour en Afrique.* » C'était une conférence qui s'intitulait : « La nouvelle politique française en Afrique » ! Bien sûr, les USA interviennent en Afrique, mais lors de

leur première vraie intervention, l'opération *Restore Hope* en Somalie, ils ont pris une claque magistrale. Ils sont donc devenus relativement prudents. L'influence des USA résulte d'un effet de vase communicant, elle s'emplit du ras-le-bol de la présence française !

Ce système de main-mise sur nos anciennes colonies est autodégradant : il répondait à une stratégie définie par de Gaulle et Foccart – transformer durablement ces pays en arrière-cuisine de la France –, mais la corruption de l'État a entraîné son effondrement, le service public s'est transformé en self-service public. Les bénéficiaires de cette économie rentière se sont ingénies à empêcher tout essor d'une économie productive, qui aurait risqué de développer des classes d'entrepreneurs et de salariés – une société civile et donc des contre-pouvoirs, contestataires en puissance des dictatures rentières. Quand on observe sur quarante ans la Côte-d'Ivoire ou le Cameroun, on s'aperçoit que toutes sortes d'entraves ont permis de saboter le développement productif. La déliquescence de l'État et le sabotage du développement, l'accumulation de la dette, le boom démographique, plus les effets de la sécheresse et de la désertification, tous ces éléments et quelques autres ont aggravé la crise économique dans les néo-colonies francophones. De plus en plus, il n'y eut de ressources disponibles que celles contrôlées par l'État : les diverses rentes, et les salaires de la fonction publique, obtenus par piston ou protection. Le Congo-Brazzaville était devenu, de ce point de vue, une caricature.

Mais si le seul lieu de subsistance économique se confond avec le domaine de l'État, et qu'ailleurs on meurt de faim, la lutte politique devient une lutte au couteau, pour la survie de la famille et du clan. Pour être sûrs de triompher en de tels affrontements – qui n'ont plus rien d'idéologiques –, les chefs d'État s'entourent de gardes présidentielles ethniques, claniques, constituées de gens de leur village. Ils ne peuvent plus s'abriter derrière une idéologie universaliste, tiers-mondiste ou autre, visiblement sans rapport avec leur exercice du pouvoir. S'ils sont trop attaqués, ils recourent au langage raciste du bouc émissaire. Bref, quand il n'y a plus rien à défendre que soi-même, resurgit l'archaïque stratagème politique qui consiste à dresser une partie de la population contre une autre en exacerbant les clivages ethniques. Un certain nombre de pays, tel le Rwanda, ont évolué de cette manière avec une corruption croissante, la constitution d'une garde présidentielle clanique, et l'essor progressif d'une propagande ethniste permettant de cacher la nature mafieuse du pouvoir. Aujourd'hui, c'est la situation du Tchad, aggravée par la perspective du pétrole. C'est le sort du Congo-Brazzaville et d'un certain nombre de pays enserrés de façon quasi-totalitaire par la conjonction des « coopérations » financière, politique, militaire, assurant l'emprise de l'ancienne métropole. Ce que j'ai appelé la « Françafrique », c'est ce système de connivences entre des potentats africains et le conglomérat de leurs parrains français, politiques, militaires et financiers.

Pour faire face à la poussée démocratique, une partie de l'argent de l'aide publique au développement a été recyclée depuis huit ans dans l'organisation d'élections frauduleuses. Puisqu'il faut faire des élections, l'argent de la coopération concourt au financement de ce rite démocratique. Mais il sert aussi à le truquer, dans la phase de centralisation des résultats (nous avons beaucoup documenté ce sujet, notamment dans nos *Dossiers noirs*). Depuis 1992, au moins 90 % des élections majeures en Afrique francophone ont vu leurs résultats inversés, avec l'appui ou la caution de la coopération française. Ainsi, avec l'argent de l'aide, la France légitime des dictatures que les citoyens croyaient pouvoir rejeter par leur bulletin de vote.

À ces forfaits, il faut ajouter la fomentation ou l'entretien d'un certain nombre de guerres civiles. La GUERRE DU BIAFRA, qui a causé la mort d'environ deux millions de personnes, a été encouragée et prolongée par Foccart et par Elf pour dépecer le Nigeria, voisin trop puissant des petits pays francophones ouest-africains. Une grande partie de cette guerre atroce a été menée par des mercenaires financés par la France et par Elf. L'ensemble de l'approvisionnement en armes s'est fait à l'abri du pont aérien humanitaire : tout le mécanisme militaro-humanitaire était déjà présent, habillé d'une propagande inouïe, dont on peut aujourd'hui retrouver les sources.

La GUERRE DU LIBERIA a été déclenchée par la France, pour nuire encore à un pays anglophone voisin, suspecté d'être trop proche des États-Unis. Ce conflit

épouvantable a été financé et managé par la France et ses « amis » – la Côte-d'Ivoire, le Burkina et quelques autres ; les réseaux français, notamment le réseau Miterrand, ont été suspectés d'avoir fourni des armes contre des diamants et des bois précieux. Quand on vous fait pleurer sur le sort du Liberia, souvenez-vous que ce pays a été victime d'une guerre voulue par les réseaux français. Même chose, aujourd'hui, en Sierra Leone. Dans ses « confessions »³, Le Floch-Prigent explique que durant la guerre civile en Angola, Elf armait les deux côtés en même temps ; les réseaux français ont ainsi concouru à prolonger cette terrible guerre (un million de morts) pour des raisons géopolitiques et pour se « brancher » sur les mannes angolaises (pétrole et diamants).

Pour résumer, on a écarté les « ennemis » de la France, on a promu par des élections truquées un certain nombre « d'amis », et on leur a donné comme slogan : « Enrichissez-vous » (comme disait Guizot). C'est-à-dire : « Profitez de l'économie de rente de ces pays, et partagez-la avec nous ». Cette économie se défie de tout développement industriel. Elle reste dépendante de la production de matières premières (café, cacao, banane, coton, bois exotiques, uranium, pétrole, etc.). La rente est la différence entre le faible prix de culture ou d'extraction et

3 – *La confession de Loïk Le Floch-Prigent* est un manuscrit de dix pages rédigé par cet ex-PDG d'Elf peu avant son incarcération et publié dans *L'Express* du 12 décembre 1996.

le prix de vente final, en Occident ou ailleurs. La marge dégagée est considérable, par exemple pour le pétrole. Le problème est le partage de la rente. Quand on voit l'état de ces pays au bout de quarante ans, on devine que la rente a très peu profité aux populations. C'est que le partage de la rente s'est opéré presque intégralement entre les chefs d'État « amis » d'une part, et quelques entreprises et hommes politiques français d'autre part. Ceux-là décidaient du sort de ces pays, les maintenant sous une tutelle complète – économique, financière, politique, militaire. L'affaire Elf, telle qu'elle a été révélée par son ex-PDG Le Floch-Prigent, illustre ce qu'a été le partage de la rente pendant toute cette période. Sous Le Floch en apparence, mais en réalité plutôt au-dessus, se tenait un personnage considérable, Alfred Sirven. Avec deux branchements directs, l'un sur Roland Dumas, l'autre sur Charles Pasqua – pour une distribution équitable à gauche et à droite. Les magistrats helvétiques et français ont découvert plus de 3 milliards de francs sur des comptes en Suisse – une partie seulement, sans doute, de l'argent détourné. Dans ces comptes à milliards, il y a un constant et troublant mélange entre les titulaires africains, Bongo en tête, et les bénéficiaires français. Ce mélange reflète parfaitement la situation. La différence parfois très grande entre le coût de production et le prix de vente des matières premières laisse place à d'énormes détournements. Ainsi Eyadéma a-t-il accumulé une fortune prodigieuse à partir des phosphates togolais. Il en a fait profiter de nombreux amis et parrains

français. De même, le journaliste du *Monde* Éric Fottorino cite une « rumeur » qui fit le tour de Paris avant le scrutin présidentiel de 1995 : Charles Pasqua se serait vu offrir par les généraux algériens, pour ses bonnes œuvres électorales, le plein chargement d'un pétrolier, à écouler sur le marché libre de Rotterdam. Un cadeau qui ponctuerait une série de dons et contre-dons... Mais de cela on n'a pas de preuves.

Au Cameroun, les royalties du pétrole se gardaient bien d'alimenter le budget du pays. Le président Paul Biya – dont Le Floch-Prigent déclare que c'est Elf qui l'a mis en place – avait déclaré qu'il ne fallait pas « *donner de mauvaises habitudes au peuple camerounais* », et que par conséquent il mettait en réserve l'argent du pétrole sur un compte spécial, en prévision des « temps difficiles ». Lorsque les temps difficiles sont arrivés, la population camerounaise n'a bien entendu pas vu la couleur de cet argent. Et comme le budget du Cameroun est privé de l'argent du pétrole, c'est la France qui apporte 600 millions ou un milliard tous les six mois pour le boucler. À Matignon, on m'a déclaré à ce sujet que si la France n'aidait pas le Cameroun à payer ses policiers, ceux-ci se serviraient sur la population. Payer les policiers revenait donc à faire de l'aide au développement, puisque l'on allégeait les souffrances des populations. Mais, de toutes façons, l'argent n'arrive jamais aux policiers, qui continuent de rançonner la population. Car grâce à la convertibilité du franc CFA, une grande partie de ce que l'on appelle les « aides hors projet » (destinées à boucler les

budgets des États concernés) repart sitôt arrivée : des valises de billets CFA sont expédiées par charter vers la Suisse. Là, les billets sont transformés en francs métropolitains ou en autres devises et partagés équitablement entre les décideurs politiques français et les dirigeants du pays concerné. Avant chaque échéance électorale en France, il y a un pic des aides hors projet consenties à l'Afrique – pour activer ce partage.

Les mécanismes du détournement des rentes des matières premières sont liés à l'aide au développement. L'aide est devenue une sorte de catalyseur ou de lubrifiant de l'extraction de la rente.

Un autre exemple est celui du Gabon. Ce pays extrêmement riche hérite aujourd'hui de l'une des pires conditions sanitaires du continent. C'est pourtant le pays qui touche l'APD la plus importante par habitant. Si la moitié seulement des recettes pétrolières servait à assurer la santé et l'éducation des Gabonais, ce pays serait l'un des plus privilégiés d'Afrique. Mais comme l'intégralité de l'argent du pétrole est détourné, il faut bien qu'un tout petit peu d'aide au développement empêche le pays de sombrer complètement. Au Cameroun, un certain nombre de banques font faillite parce que les personnalités les plus riches du pays empruntent sans vergogne et, en position de force, ne remboursent jamais. À ce moment-là, pour réamorcer la pompe financière de ce pays, on vient renflouer les banques par une louche d'APD – ce qui permet, indéfiniment, de recommencer à prêter/donner aux fortunés.

Ces mécanismes de détournement sont assez simples. Il en existe de plus compliqués, à trois, quatre, cinq ou six joueurs. Les grands projets de « développement », déclenchés conjointement par un décideur politique français, un chef d'État africain ou son entourage et une grande entreprise française « initiée », sont pratiquement tous viciés : ils ne sont pas réalisés, ou pas achevés, ou bien recommencés quatre ou cinq fois, ou encore surfacturés de 100 ou 200 %. Et souvent, quand ils sont achevés, ils ne sont pas utilisables, ou ne servent à rien, ou ne sont pas rentables, ou coûtent trop cher à entretenir. On construit un hôpital dont le coût de fonctionnement excède le budget de la Santé du pays « bénéficiaire », un institut de formation dont le coût d'entretien est supérieur au budget de l'Éducation. C'est que ces équipements sont choisis selon le critère du plus fort *bakchich* et non de l'utilité pour les populations – qui est vraiment le dernier souci des concepteurs et ordonnateurs de tous ces investissements. Entre 30 et 70 % du financement des projets est détourné, avec un partage entre les trois catégories d'acteurs ci-dessus mentionnés.

L'effet est d'autant plus dommageable qu'une bonne partie de l'APD n'est pas constituée de dons, mais de prêts bonifiés ! On compte en « aide » la bonification du prêt. Mais quand on prête pour quelque chose qui ne sert à rien, ou qui n'existe pas, avec quoi ce prêt peut-il être remboursé ? On a prêté énormément pour des projets qui n'ont jamais rien produit ! C'est pour cette

raison que des pays très riches, comme la Côte-d'Ivoire, le Cameroun ou le Congo-Brazzaville, ont aujourd'hui une dette deux ou trois fois supérieure à leur production annuelle. Ces pays sont – paradoxe inouï – étranglés par la dette à force d'être aidés. L'aide publique au développement fonctionne en fait comme une aide secrète au contre-développement. Tous ces mécanismes de « coopération », au lieu d'aider les pays « bénéficiaires », ne font que les enfoncer, la population ne voyant jamais la couleur de l'argent qui lui est théoriquement destiné.

Pour achever la démonstration, observons que les pays très largement aidés depuis quarante ans par la coopération française sont aujourd'hui les plus mal classés à l'Indice du développement humain (IDH). Cet indice est issu d'un travail exceptionnel réalisé depuis 1991 par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) – travail d'ailleurs très mal vu à Paris, où l'on casserait volontiers ce thermomètre importun. L'IDH ne se contente pas d'un revenu moyen apparent, il mesure l'effet des ressources d'un pays sur le bien-être et le potentiel des gens – en termes de santé, d'éducation, etc. La France a horreur de ce classement IDH. Le président gabonais Bongo a proposé de mettre en place un indice de classement propre à la francophonie. Si cet « indice de jouissance française » agrégeait une mesure de l'inégalité des fortunes, leur taux d'expatriation et le degré de concentration des lieux de naissance dans la garde présidentielle, nul doute que les pays francophones reviendraient en tête du classement...

L'aide publique au développement est un véritable imbroglio : il y a vingt canaux, dix ministères, trente-six circuits. Et c'est tout à fait volontaire : il faut surtout qu'on n'y comprenne rien ! Ne serait-ce que pour répertorier les circuits, il faut accepter d'y passer plusieurs jours. Ainsi, les citoyens ordinaires ne peuvent pas savoir ce qui s'y passe.

L'APD a plusieurs fonctions : aider à vendre un certain nombre de productions françaises réalisées par quelques grandes entreprises, avec des marges confortables et une redistribution aux partis politiques français ; maintenir et si possible étendre l'influence de la France en Afrique. Elle est aussi un adjuvant au détournement des ressources africaines, à travers ces vases communicants que j'ai déjà évoqués : chaque exploitation lucrative de matières premières (pétrole, uranium, manganèse et bois exotiques au Gabon, or, cobalt et diamants dans l'ex-Zaïre, cacao et café en Côte-d'Ivoire, pétrole, banane et bois au Cameroun, coton et pétrole au Tchad, etc.) est accompagnée d'un mécanisme « d'aide » qui permet de mieux pousser la rente vers nos propres caisses.

Pour résumer (même si c'est très difficile à établir avec précision), on peut considérer que 30 à 40 % du total de l'APD est carrément détourné, et que moins de 4 % (plutôt 1 %) sert à des actions de lutte contre la pauvreté. Car malgré tout, certains coopérants font du bon travail, peu coûteux. Nombre d'actions de base, en particulier dans la santé, ne sont pas inutiles. Le reste de l'APD sert à de la promotion commerciale,

à la défense de la francophonie, à la consolidation de régimes « amis » ou encore au « prestige » de la France. Tout cela n'est pas forcément condamnable, mais cela ne devrait pas s'appeler « aide au développement ».

Cela fait seulement deux ou trois ans que la Cour des comptes ose se mêler de l'APD. Elle a désormais quelques velléités de s'emparer du sujet. Des députés commencent à ne plus refuser la nécessité d'une haute autorité de labellisation dans la mesure où, comme l'audiovisuel, l'APD représente pour les politiques un pot de confiture trop tentant. Sans cette labellisation, qui garantirait que l'argent dépensé a vraiment servi au développement, jamais cette « aide publique » ne pourra retrouver la moindre crédibilité. L'idée fait son chemin.

Revenons-en à Jacques Foccart. Il a mis en place son système, son « réseau », contrôlé et entretenu par une série de correspondants : officiers des « services », hommes d'affaires, fonctionnaires, conseillers de tout poil. La France maîtrisait la situation des pays sous tutelle, notamment grâce aux accords de défense ou de coopération militaire, c'est-à-dire grâce à la « présence militaire française en Afrique ». Chaque président africain était chaperonné par un colonel de la DGSE – soi-disant chargé de sa sécurité. C'était plutôt une tour de contrôle, voire un proconsul comme le colonel Manton à Bangui dans les années quatre-vingts. En Côte-d'Ivoire, l'entourage d'**HOUPHOUËT-BOIGNY** était totalement français : il n'a eu pendant quarante ans que des conseillers français. Il faut aussi signaler l'existence d'un certain nombre de

petites et moyennes entreprises servant en fait de faux-nez aux services secrets ou de pompes aspirantes et refulantes du magma rentier (matières premières et APD), dans un contexte de corruption généralisée. Avec, nous explique Le Floch-Prigent, une multinationale de la barbouzerie et des prébendes : Elf.

Mais pendant que la situation se dégradait dans un certain nombre de pays d'Afrique, un phénomène identique se produisait du côté de la tutelle française : au fil des décennies, l'unique réseau Foccart, en prise directe sur l'Élysée, avec sa stratégie contestable mais définissable, s'est décomposé en une quinzaine de lobbies et réseaux dotés chacun de leur propre stratégie.

Une interview remarquable de Jean-François Bayart, dans *Le Monde* du 29 avril 1997, a démonté l'illusion selon laquelle le foccartisme serait mort avec Foccart, en 1995. En réalité, les principaux responsables politiques français trouvent le foccartisme formidable ! Il leur offre des sources de financement considérables pour leurs campagnes électorales, sans contrôle possible et donc sans crainte ! Dans les « affaires » en France, il existe toujours le risque qu'un juge trouve une preuve écrite. En Afrique, la comptabilité et les archives restent largement trouées, et pas seulement à cause du sous-développement. Les détournements peuvent s'opérer pratiquement sans laisser de traces.

Chirac a repris le réseau Foccart. Il a marché main dans la main avec ce vieil homme qu'il considérait presque comme son père.

Sur fond d'opposition à Chirac, les Pasqua père et fils ont constitué leur réseau autonome, extrêmement influent dans un certain nombre de pays. Il contrôle notamment tout le secteur des jeux (PMU, loteries, casinos), dénoncé par des experts réputés comme un support privilégié de blanchiment de l'argent sale. Selon *Forages en eau profonde*⁴, un livre sur l'affaire Elf, on retrouve Charles et Pierre Pasqua à presque toutes les pages du dossier judiciaire. Charles Pasqua est une « créature » du réseau Foccart ; il m'a d'ailleurs fait un procès sur le livre *La Françafrique* : j'affirmais treize horreurs le concernant, il ne m'a attaqué que sur une seule, ce qui veut dire qu'il craint les preuves des douze autres. Sur la seule affaire plaidée, j'avais d'éminents témoins et beaucoup de documents. Le procès était fort intéressant.⁵

Le réseau Mitterrand s'est considérablement développé en 1981, avec l'accession à l'Élysée de cet ancien ministre de l'Outremer. À partir de 1985, il s'est structuré autour du fils Jean-Christophe, alias « Papamadit ». Il a profité de l'expérience ou de l'entregent d'un certain nombre d'intermédiaires tels que le Togolais Georges Kentzler ou le député Jeanny Lorgeoux. En Afrique, les réseaux Pasqua et Mitterrand collaboraient souvent, Pasqua et Mitterrand ayant de l'Afrique une approche très voisine, fondée sur un même pessimisme foncier.

4 – Valérie Lecasble et Airy Routier, *Forages en eau profonde*, Grasset, 1998.

5 – Voir le compte-rendu du procès, p. 68.

D'autres réseaux se sont constitués depuis, autour notamment de Michel Roussin. Alain Madelin ou Michel Rocard ont aussi des antennes. L'extrême droite est branchée via les sociétés de mercenaires ou de « sécurité ».

Quelques grandes entreprises jouent aussi un rôle majeur en Afrique francophone. Elf cogère au moins trois pays d'Afrique (le Cameroun, le Gabon, le Congo-Brazzaville), et fait la politique de la France en Angola ou au Nigeria. Le groupe Bolloré-Rivaud, en expansion rapide, vise le monopole de secteurs clefs ou très lucratifs : transports, tabac, plantations, etc. Le groupe Castel détient le quasi-monopole des boissons en Afrique francophone, une situation très enviée : ses brasseries brassent de la bière, mais aussi de l'argent liquide. Lorsqu'un pays est en ruines, comme le Burundi ou le Congo-Brazzaville, seules les brasseries continuent de fonctionner. Le groupe Bouygues multiplie les « grands projets » et s'est acquis les services publics de plusieurs pays, par exemple l'eau et l'électricité en Côte-d'Ivoire. On observe actuellement une guerre d'actionnaires pour le contrôle de ce groupe, qui pourrait marquer l'entrée en lice d'un nouvel acteur majeur, le groupe Pinault – qui sur ce coup a évincé Bolloré. Rappelons que Pinault, intime de Chirac, a édifié une partie de sa fortune en reprenant les anciens comptoirs coloniaux.

Il y a aussi le lobby militaire, ou plutôt les lobbies, officiels ou secrets. Outre les anciennes troupes coloniales, la quasi-totalité du haut état-major français est constituée d'officiers qui ont fait une carrière accélérée

en Afrique – carrière deux à trois fois plus rapide qu'en métropole, avec des soldes très importantes. Pour ces gens-là, l'Afrique, c'est leur identité. Il est hors de question pour eux que l'armée française la quitte. Quand le gouvernement Jospin a voulu mettre fin à l'opération Épervier au Tchad, l'armée a imposé au contraire la transformation de ses positions provisoires en une présence permanente, avec la perspective d'un nouvel accord de défense entre la France et le Tchad. Il y a aussi les services secrets, avec non seulement la DGSE, très présente, mais aussi la DRM (Direction du renseignement militaire), qui a joué un rôle crucial au Rwanda ; la DST (Direction de la sécurité du territoire), très active au Soudan et dans certains pays musulmans ou d'émigration, au nom du péril islamiste et du danger futur que représenteraient certains milieux émigrés ; le SCTIP, coopération et renseignement policiers, au service des ministres de l'Intérieur successifs.

On trouve encore un certain nombre d'excroissances de la franc-maçonnerie, notamment de la Grande Loge nationale française, à laquelle sont affiliés plusieurs présidents africains (Sassou Nguesso à Brazzaville, Ibrahim Baré Maïnassara au Niger, Idriss Déby au Tchad) et plusieurs ex-ministres de la Coopération (comme Michel Roussin ou Jacques Godfrain). On rencontre des sectes, comme la Rose-Croix franco-africaine, qui a une influence déterminante dans des pays comme le Cameroun ; même le Mandarom a été présent au Togo – avec toujours un soupçon de recyclage

d'argent noir. Le Trésor, qui gère l'essentiel de l'APD, mène aussi sa propre politique africaine, en osmose avec la Banque Mondiale. Etc.

En travaillant sur ces questions, en remontant jusqu'à l'Élysée, nous nous sommes rendu compte qu'aujourd'hui, lors d'un certain nombre d'interventions françaises en Afrique (au Congo-Brazzaville, où l'Élysée mène une guerre privée ; en Guinée-Bissau, où des commandos français ont, avec l'armée sénégalaise, tenté de sauver une dictature ; à DJIBOUTI, où l'on perpétue un régime clanique, oppresseur et pillard, très proche de Jacques Chirac), l'Élysée se comporte comme un réseau parmi d'autres.

Quelles sont les motivations de ces gens ? Pour décrire les raisons d'agir, partons déjà des affaires de mœurs ; elles prennent une importance disproportionnée. Filmées en vidéo, elles fournissent des moyens de chantage, tout comme les remises de pierres précieuses ou de valises à billets. Le chantage est omniprésent, favorisé par une culture de la « familiarité », ou plutôt de la « privauté », qui permet de mieux « tenir » les interlocuteurs.

Ensuite, se trouvent les circuits criminels : sur les activités de prédation des rentes pétrolières ou minières se sont greffés le blanchiment de l'argent, les trafics d'armes, de drogues, etc. Ces activités étaient très présentes au Rwanda en 1994 – comme dans la plupart des pays africains. Les casinos et les paris favorisent une criminalité avancée, qui ne fait pas peur à certains responsables français.

Le détournement massif de l'aide au développement est évidemment délictueux. Les juteuses ponctions sur la rente des matières premières sont une motivation majeure. Elles ne sont pas forcément criminelles, au sens juridique. Elles le sont politiquement, lorsqu'elles privent un pays de recettes publiques et transforment les hôpitaux en mouiroirs.

Puis interviennent les réflexes corporatistes : bon nombre de chefs d'État africains sont des officiers, anciens élèves d'officiers français, ou leurs condisciples – tel le « cerveau » présumé du génocide rwandais, le colonel Théoneste Bagosora. Ces gens-là sont donc des « amis ». On trouve les mêmes registres de copinage à travers la franc-maçonnerie.

On trouve également des schémas défensifs ou offensifs, comme la défense de la francophonie ou le syndrome de Fachoda : une hantise parfois paranoïaque des « complots anglo-saxons ». Ces schémas justifient toute présence française dans une espèce de continuité avec le combat de Jeanne d'Arc.

Il y a également le mythe de la grande politique arabe de la France : un certain nombre de responsables français sont persuadés qu'eux seuls sont capables de comprendre les Arabes. Dans ce contexte, si les Anglais ou les Américains s'éloignent du Soudan en dénonçant son caractère abominable, c'est qu'ils n'ont rien compris aux Arabes de Khartoum ! Nous, Français, pouvons d'autant mieux aider ce régime que nous sommes seuls à le comprendre.

Cette suffisance française s'enracine dans un mépris historique des Africains : quand vous discutez de ces questions avec des responsables français, vous vous apercevez que, depuis l'esclavage et la colonisation, on continue de penser que les peuples africains sont totalement incapables de créativité culturelle et politique. Avec eux l'on peut faire n'importe quoi, puisqu'ils ne seraient capables de rien.

La relation françafricaine compte donc plus de dix lobbies, et une dizaine de motivations. Chaque lobby peut obéir à plusieurs motivations en même temps. Dans le réseau Mitterrand, par exemple, se mêlaient les affaires de mœurs, les activités criminelles, le détournement de l'aide, la ponction sur les rentes du pétrole ou du cacao, la défense de la francophonie, le syndrome de Fachoda, etc., et plus rarement, quelques idées généreuses, quelques zestes d'humanisme réchappés des appétits et des schémas *real*politiciens.

Les réseaux n'ont pas le même mode ou le même degré de présence dans chaque pays africain – au Tchad, au Rwanda, au Sénégal ou en Mauritanie. À chaque pays correspond sa grille de mots croisés. Pour chacun des réseaux, en colonne, il convient de plus ou moins noircir ou griser les cases correspondant à chaque type de motivation, en fonction de deux facteurs : l'intensité de leur présence en ce pays, et l'importance, localement, de cette motivation. Par exemple, le corporatisme militaire est très présent au Niger avec Ibrahim Baré Maïnassara, qui a été formé à l'École de guerre française. Dans *La Françafrrique*,

j'ai proposé quelques-unes de ces grilles, pour le Tchad, le Togo, le Rwanda. Il apparaît clairement que la politique de la France n'est pas une politique, mais le résultat d'un jeu de fléchettes ! Tout dépend des cases qui sont remplies, de façon plus ou moins aléatoire, en fonction des circonstances, des copinages, de la présence historique de tel réseau ou de tel autre. Dans certains pays comme le Gabon, le Togo ou la Côte-d'Ivoire, presque tous les réseaux s'agglutinent.

Il n'y a pas une pensée de la politique française en Afrique, mais un désordre organisé. Mobutu a fait preuve d'une forme de génie politique : il a démontré qu'on pouvait « organiser » une sorte d'anarchie politique (dans un sens évidemment différent de celui que défendent les militants anarchistes), que cela pouvait durer trente ans, et que c'était très rentable pour un dictateur. À la fin de son règne, le Zaïre ne produisait officiellement plus rien, car tout s'écoulait en fraude. Le pays, pillé à l'extrême, était exsangue, mais le clan mobutiste festoyait. Mobutu a fait beaucoup d'émules en Afrique. Et la Françafrique s'en est inspirée.

En France, tous les partis « de gouvernement » – c'est-à-dire la droite et le PS – sont pris dans l'engrenage françafricain, et presque toutes les personnalités de ces partis. Une exception notable : Lionel Jospin. Je ne parle pas de Jean-Pierre Cot, qui a été écarté très rapidement du ministère de la Coopération. Jospin a osé critiquer la politique africaine de Mitterrand en Conseil des ministres, et c'est probablement une des raisons pour

lesquelles il a perdu son portefeuille ministériel lors du remaniement qui a suivi. En 1993, alors que sa carrière politique était considérée comme finie, il a défendu au congrès socialiste de Liévin une motion très critique de la politique franco-africaine en vigueur. Ce n'était pas une mention opportuniste, puisqu'il n'avait alors plus rien à gagner ni à perdre. Cette motion est passée à la trappe, ce qui est assez significatif de l'état d'esprit du Parti socialiste.

Lors de son arrivée (imprévue) au pouvoir, Jospin a été immédiatement coincé dans le triangle des « trois E » : l'Élysée (successeur du réseau Foccart), Elf et l'État-major. Dans les trois premiers mois du gouvernement de la gauche plurielle, ces « trois E » ont pris des décisions au Tchad, au Cameroun, en Centrafrique, etc., qui engageaient ce gouvernement avant même qu'il ait en main les manettes du pouvoir. Je rappelle d'ailleurs qu'en période de cohabitation, les Affaires étrangères relèvent du domaine réservé (au mieux partagé) du président de la République et qu'il est le Chef des armées. Jospin s'est très vite rendu compte que le combat contre la politique africaine en cours lui pomperait une énergie politique considérable, pour un bénéfice électoral très faible. La mise au rancart de la Françafrique a été sacrifiée à d'autres priorités. On peut seulement imaginer qu'en cas d'événements dramatiques en Afrique francophone, ou d'un scandale françafricain de grande ampleur, Jospin ne refuserait pas de saisir des opportunités de changement.

Quant aux autres ténors des partis dits de gouvernement, nous avons régulièrement essayé depuis quinze ans d'en intéresser quelques uns. Mais, même si certains nous disent que nous avons raison, ils savent (ou comprennent rapidement) qu'ils n'ont guère les moyens de s'opposer à une entreprise si profitable et si consensuelle, ou que cela serait trop coûteux pour leur carrière. Cependant, depuis la nouvelle législature, s'est formé un groupe de députés socialistes assez consistant, un peu plus résistant : des gens qui, apparemment, n'ont pas envie de se laisser faire. Je pense à des députés (PS) comme Pierre Brana, qui a poussé dans le bon sens la mission parlementaire d'information sur le Rwanda, dont il était le rapporteur, Arnaud de Montebourg, qui a fait un scandale sur la politique française à DJIBOUTI lors de l'arrestation de Maître Aref par les autorités djiboutiennes, ou à Christian Paul, qui a dénoncé certains réseaux corses « quasi-mafieux » – que l'on retrouve en Afrique.

L'intérêt du gouvernement actuel, c'est qu'on y trouve des partis qui ne sont pas « de gouvernement », le PC ou les Verts. Leur attitude est très claire sur les relations franco-africaines. N'y étant pas mêlés, ils se permettent des prises de position sans ambiguïté. Les Verts ont obtenu la création d'une mission parlementaire d'information sur les compagnies pétrolières, qui a démarré ses travaux fin 1998.

Tous les mécanismes que je suis en train de décrire, où se mêlent criminalité politique et criminalité économique, ne sont pas seulement des affaires exotiques : ils nous

concernent en premier lieu. L'extension de la corruption en Europe et la dégradation de la conception du service public passent par des mécanismes de corruption massive, par les paradis fiscaux. Des magistrats européens, dont le juge Renaud van Ruymbeke, ont réagi en lançant « l'Appel de Genève » pour un Espace judiciaire européen. Ils ont clairement exposé, dans un livre récent, le fonctionnement et les dangers d'un monde sans loi⁶. Ils décrivent tous les circuits du blanchiment de l'argent sale, les centaines de milliards de dollars qui transitent via ces paradis fiscaux – autant de munitions pour la corruption.

Dans notre combat, nous pensons que l'ennemi majeur, ce sont les idéologies et les mécanismes de dérégulation, d'absence de contrôle. Le problème n'est pas que quelqu'un, en France, aurait voulu le génocide au Rwanda, c'est que nos « responsables » politiques aient à ce point étendu et systématisé les mécanismes d'irresponsabilité et supprimé les garde-fous. Il faut contrôler l'aide publique au développement. Il faut interdire les paradis fiscaux. C'est plus facile qu'on imagine, car les paradis fiscaux ne sont pas si exotiques : ce sont des territoires britanniques, français, espagnols, néerlandais. Ce sont Gibraltar, le Luxembourg, l'île de Malte, Jersey. Presque tous ces « paradis » dépendent d'un pays du G7, beaucoup sont en territoire européen (ou totalement dépendants de l'Europe), donc existent avec la tolérance des dirigeants européens. Si l'Europe décide de refuser

6 – Jean de Maillard (dir.), *Un monde sans loi*, Stock, 1998.

que la criminalité financière gangrène l'ensemble de son économie, qu'une évasion fiscale croissante ruine ses services publics et son système de solidarité, les paradis fiscaux disparaîtront du jour au lendemain ! Mais, pour le moment, ils sont trop utiles à certains pour qu'on veuille vraiment les supprimer.

Une autre dérive contre laquelle nous luttons, c'est la privatisation de la guerre. Aujourd'hui se développent des sociétés de sécurité qui ne sont pas autre chose que des entreprises de mercenaires. Ces sociétés privées peuvent compter de 2 500 à 10 000 hommes et elles disposent d'armement lourd. Elles permettent aux pouvoirs français, américain, anglais, sud-africain, d'intervenir de façon indirecte, par mercenaires interposés. Paris, Washington, Londres ou Pretoria s'en lavent les mains, puisqu'il s'agit de « privés » – alors qu'en fait ces sociétés sont des filiales officieuses de leurs armées officielles. À quoi cela sert d'instituer une Cour pénale internationale si l'on immerge dans une semi-clandestinité de futurs responsables de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité ? On peut ne pas aimer les militaires, mais au moins ils relèvent d'une hiérarchie publique. La privatisation de la guerre, c'est davantage d'irresponsabilité et d'impunité. Cela nous menace tous.

Bref, l'interdiction des mercenaires et des paradis fiscaux, le contrôle parlementaire des services secrets et la certification de l'aide publique au développement, cela n'intéresse pas seulement les bénéficiaires ou victimes africaines, cela concerne aussi notre propre avenir.

Le rôle des Africains est bien sûr déterminant. Tous ces processus prennent racine dans l'esclavage et la colonisation. Dans le *Dossier noir* n° 11 consacré à ce sujet, Godwin Tété rappelle que la traite n'aurait pas été possible sans la complicité d'un certain nombre d'Africains. Inversement, la fin de la Françafrique viendra, à 95 %, de son rejet par les Africains. Mais si la France continue à éliminer ceux qui veulent changer les choses, le changement prendra peut-être dix ou quinze ans de plus. Durant cette période, combien de guerres ou de massacres peuvent se produire ? Le rôle modeste que nous pouvons avoir est, en informant et dénonçant, de gêner ou entraver la poursuite de ces manœuvres occultes. Ce n'est ni suffisant, ni décisif, mais néanmoins non négligeable. Cette information, nous la faisons d'ailleurs avec et grâce à des Africains. Nous favorisons leur expression, souvent impossible ou bridée chez eux – à cause de la répression, de la faiblesse de l'édition et des médias indépendants, du manque de bibliothèques, etc. C'est un peu un rôle de caisse de résonance.

La bataille de l'information est sous-estimée. On se bat sur ce front depuis dix ans, et vous n'imaginez pas à quel point c'est difficile. Les dictateurs africains dépensent des sommes considérables pour acheter des journalistes ou des médias, directement ou via des agences de relations publiques. Voyez le nombre de reportages « téléguidés ». Les liasses de 500 000 FF à tel ou tel journaliste sont, si je puis dire, monnaie courante. On ne peut pas gouverner avec une image totalement détestable.

Même les pires tyrans. Au Cameroun, au Tchad, par exemple, la bataille de l'information peut vraiment influencer ou infléchir les régimes en place, de Biya et de Déby.

Aujourd'hui, la France est gênée pour mener des interventions militaires directes. Elle est contrainte à agir en sous-main, comme elle l'a fait en Guinée-Bissau ou au Congo-Brazzaville, car elle surveille l'image qu'elle donne au reste de l'Europe. En ce moment, une partie formidable se joue au Togo. L'Union européenne avait envoyé des observateurs lors du scrutin présidentiel. Pour la première fois, contre l'avis de l'Élysée, elle a conclu au truquage de l'élection, invalidant de fait la « victoire » d'Eyadéma sur Gilchrist Olympio (le fils du premier président togolais, assassiné par le même Eyadéma). L'Europe s'est permise de signifier : « *Le véritable président, c'est Olympio.* » Et Chirac, pour la première fois, n'a pas osé dire que le vainqueur frauduleux, son ami Eyadéma, était le président légitime, même si depuis il le traite comme tel. Ce genre de bras de fer entre l'Europe et la France est appelé à se reproduire. Il est lié à la bataille de l'information.

La France tient un double langage sur sa politique en Afrique. Mais il est de moins en moins bien reçu par ses partenaires de l'Union européenne. Or, la France a de plus en plus besoin de leur accord pour agir, financer ou intervenir. Maintenant, ces autres pays européens sont informés tous les mois par *Survie* ! Le bulletin *Billets d'Afrique* leur propose nos décryptages, et nous savons qu'il est lu dans les ambassades... Ce que j'expose ici a beaucoup de

mal à passer dans la presse française, mais pas dans les médias étrangers : ils n'ont pas de peine à nous croire !

Il existe des coalitions d'ONG se battant pour l'information, sur la question de la responsabilité de la France au Rwanda, sur l'affaire Elf, ou pour promouvoir la Cour pénale internationale. Encore une histoire scandaleuse : dans la dernière nuit de la négociation, à Rome, sur le traité instituant cette Cour (destinée à juger les crimes de guerre, de génocide et contre l'humanité), l'État-major français a arraché une clause dérogatoire permettant aux militaires tricolores de commettre des crimes de guerre sans être jugés !!! Sans quoi, il mettait son veto à la signature de la France ! Il a fallu ajouter, pour la France, un article 124 optionnel ouvrant une exonération septennale de tout procès international pour crime de guerre à l'encontre de citoyens français. Comme il faudra bien trois ans pour mettre en place la Cour pénale internationale, nos militaires se disent que, pendant au moins dix ans, on continuera de les laisser tranquilles. C'est cela la sécurité que la France prône pour l'Afrique !

Le travail d'information sur ces réalités est de première importance. La politique de la France en Afrique, c'est comme un iceberg : 10 % de visible, 90 % d'invisible. L'invisible est invouable, il n'est possible que parce qu'on ne le sait pas. Il comporte des mécanismes tellement honteux, tellement scandaleux que, s'ils étaient exposés, 90 % de la population française marquerait son désaccord. La bataille de l'information paraît donc décisive. Si elle est si difficile, c'est que face à cette

mauvaise nouvelle (la France joue un rôle inavouable en Afrique), les Français jouent à : « J'y pense et puis j'oublie ». Nous ne sommes pas capables d'être mobilisés en permanence sur un terrain aussi fangeux, et le pouvoir joue de cette inconstance.

Il faut pourtant mener en France ce combat pour l'information. Ça permet aussi de montrer aux Africains que tous les Français n'appartiennent pas à la Françafrique, et que certains s'attaquent aux responsabilités de leur propre pays. Quand nous travaillons ensemble, Africains et Français, nous nous apercevons très vite que nous nous battons finalement pour les mêmes choses, que nous combattons les uns et les autres le double langage de nos gouvernements. Une sorte de complicité s'établit rapidement entre nous, dans la défense respective de nos propres valeurs.

Qu'est-ce que la démocratie ? Ce n'est pas le pouvoir qui se convertit, ce sont les contre-pouvoirs qui réussissent à limiter le pouvoir absolu. C'est un combat perpétuel. Il suffit que les contre-pouvoirs démissionnent, ne défendent plus un certain nombre de valeurs, pour que l'arbitraire domine. La normalité, ce n'est pas la démocratie, c'est le pouvoir absolu. Comme dit la devise, « *tout pouvoir corrompt, et le pouvoir absolu corrompt absolument* ». Il n'y a jamais eu de démocratie que lorsque des contre-pouvoirs se sont organisés pour borner le pouvoir. L'information se situe sur ce champ de bataille. Certains sont payés ou honorés pour faire la communication du pouvoir, être les chantres du

pouvoir ; d'autres se battent, sur un registre différent, pour défendre les valeurs de la société. Ce conflit permanent n'est jamais gagné par les seconds : leur victoire, c'est le match nul, c'est-à-dire la relativisation de la communication du pouvoir. Le combat ne cessera donc jamais. En France ou en Afrique, certains journalistes se battent avec une conviction extraordinaire pour faire avancer des choses ; d'autres sont les griots permanents et appointés du pouvoir, d'autres prêtent occasionnellement leur notoriété pour faire de la désinformation, dire ou écrire l'exact contraire de ce qu'ils pensent.

Ce conflit-là s'expose de manière caricaturale dans ce qu'on appelle la presse franco-africaine, dont tout le monde sait qu'elle ne survit que parce que, de temps en temps, elle vend un article à un chef d'État africain, pour parution... ou non-parution. Vous savez que l'hebdomadaire franco-africain *Jeune Afrique* est devenu le légataire universel des œuvres de Jacques Foccart ! Dans ses mémoires, celui-ci explique que, depuis 1983, il mangeait tous les mois avec Béchir Ben Yahmed, le patron de *Jeune Afrique*. Ce « mariage » est le plus ancien et le plus connu. D'autres journaux franco-africains publient parfois des choses remarquables sur certains pays, mais on sait très bien que d'autres régimes sont leur gagne-pain, que leur fonds de commerce consiste à les flatter ou les ménager.

En France, c'est la presse communément considérée comme la plus libre qui est la plus convoitée par ceux qui ont en charge la désinformation : les services de « renseignement ». On y retrouve donc forcément des journa-

listes qui, soit appartiennent à la DGSE, soit passent des accords plus ou moins durables avec la DGSE ou un autre service secret. Il y a aussi des passerelles entre les réseaux francoafricains et les propriétaires ou dirigeants de la plupart des médias.

Je ne pense pas qu'il faille être fataliste. On peut tout à fait gagner cette guerre de l'information. Même dans les médias que l'on pourrait qualifier de « vendus », certains journalistes militent contre l'orientation de leur rédaction. Partout nous rencontrons des gens, y compris dans la presse ou l'administration, qui partagent nos convictions. Mais ils ont besoin de points d'appui pour les défendre. Souvenez-vous de celui qui a ressorti l'affaire du Rwanda, alors qu'elle commençait à être enterrée : c'est un journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry. Il a fait une série de reportages extraordinaires sur le rôle de l'armée française au Rwanda. Qui aurait pu pronostiquer cela ? Non seulement ce n'est pas l'état d'esprit de sa rédaction, mais il a dû ruser de manière extraordinaire pour arriver à faire passer tout ça dans son journal. Il a trouvé un prétexte formidable : l'armée aurait été victime des politiques, donc ces reportages contribuaient à sauver l'honneur de l'armée. Et ça a marché. Autre exemple : des journalistes m'ont invité plusieurs fois sur LCI, parfois pendant une heure, pour exposer les rouages de la Françafrique. Or LCI appartient à Bouygues ! D'accord, le plus audacieux n'est plus là. Mais il avait pris ce risque. Des gens comme ça ne sont pas très nombreux, mais on en trouve partout. D'autre part, un élément déterminant sera le lobby des

Africains en Europe et en France. De plus en plus souvent, ils ont le droit de vote, et ils peuvent tout à fait mettre en jeu leur créativité et leur motivation. Il suffit de le vouloir et d'oser. Cela aura un impact considérable. Il faut simplement qu'on soit un peu plus nombreux.

Ce qui compte aujourd'hui pour l'Afrique, ce sont les contre-pouvoirs, l'émergence d'une société civile. À l'occasion du 20^e sommet franco-africain organisé par la France au Carrousel du Louvre sur le thème de la sécurité en Afrique, *Survie* et *Agir Ici* ont organisé une conférence de presse, intitulée « *Sécurité au sommet, insécurité à la base* », donnant la parole à des membres de la société civile africaine (opposants politiques, journalistes...). Nous avons invité neuf représentants de différents pays africains, qui ont tenu des propos passionnants. Il y avait notamment Pius NJAWÉ, qui représente plus de dix ans de combats pour la liberté de la presse au Cameroun. Il sortait de prison, où il avait subi plusieurs tentatives d'assassinat. Il l'a dit clairement : sans tous ces gens qui, dans le monde entier, se sont battus pour sa libération, il serait mort aujourd'hui. Plus au nord, au Tchad, le député YORONGAR a été incarcéré pour avoir révélé les dessous du projet d'exploitation pétrolière dans son pays, la manière dont s'organise l'accaparement de la rente de l'or noir entre la dictature d'Idriss Déby et ses parrains occidentaux. Il a été condamné en dépit de l'immunité que lui confère théoriquement son statut de député. Le combat pour sa libération a le même genre de signification que celui mené en faveur de Pius Njawé.

Lors de ce contre-sommet, ces Africains représentant des combats de la société africaine ont donné un autre son de cloche que celui des dirigeants africains qui prétendaient parler au nom de leur peuple. Des intervenants de Djibouti, du Togo, du Congo-Brazzaville, de Mauritanie, etc., ont dit et réalisé à quel point il leur fallait échanger sur les enjeux de la légitimité du pouvoir, de la construction d'un bien commun et d'un État de droit en Afrique. En conclusion, ils ont déclaré : « *L'enjeu central, c'est que nous communiquions entre nous.* » Tout ce système néo-colonial n'a pu être mis en place que parce que les puissances coloniales, dont la France, ont tué le pan-africanisme – qui était la conviction commune des grands leaders indépendantistes africains. L'Afrique, disaient-ils, ne pourrait s'en sortir que si elle communiquait ses énergies au lieu de les éparpiller dans un tas de petits pays.

Les perspectives sont énormes, mais la communication se fait mal. La résistance existe, elle a besoin de cultiver des synergies.

Pour conclure en revenant sur les responsabilités françaises, on a vu que la politique africaine de la France n'est pas une politique, mais un fatras de micro-politiques, une addition de micro-stratégies développées par tous les réseaux et lobbies, tel un manège d'autos tamponneuses. Si l'on allait jusqu'au bout de l'enquête sur l'implication de la France au Rwanda, on trouverait beaucoup plus de chauffards irresponsables que de stratèges conscients. Ce qui est dramatique dans la politique africaine de la France, c'est que cette conjonction

de réseaux plus ou moins autonomes favorise l'irresponsabilité la plus totale. Et comme entre-temps des politiques à bout d'arguments ont affûté l'arme ethniste, que s'est précisé le danger (y compris génocidaire) de l'invocation du bouc émissaire, on peut comparer la Françafrique à une bande d'ingénieurs ivres dans des centrales de Tchernobyl ethnistes. Le danger de manœuvres incohérentes est permanent ! Elles peuvent, comme au Congo-Brazzaville, faire exploser ou imploser des États. Non que soient forcément voulus cette implosion, des crimes contre l'humanité ou un génocide. Mais c'est simplement n'importe quoi !

Face à ce mécanisme d'irresponsabilité totale, je crois que les citoyens français ont un devoir majeur : avant même de songer à aider, on devrait exiger que soit appliqué le premier principe d'Hippocrate : « *D'abord ne pas nuire* ». Or, depuis quarante ans et jusqu'à aujourd'hui, à travers cette confiscation des indépendances africaines et ce soutien à quantité de dictatures, la France empêche toute construction d'une légitimité politique et d'un bien commun africains fondés sur les ressources de créativité de ces pays. Tout cela avec, en arrière-plan, un insondable mépris à l'égard des Africains.

Discussion

Quel rôle joue la France dans la région des Grands Lacs ?

La situation y est très compliquée. Plusieurs livres en rendent bien compte, notamment celui de Dominique Franche, *Rwanda, généalogie d'un génocide*⁷. L'auteur explique l'instrumentalisation ethniste de ce qui était en fait une différence sociale. Au Rwanda, les Tutsis, les Hutus et les Twas vivaient ensemble depuis six ou sept siècles, dans un État bien antérieur à la colonisation. Ils ont la même religion, la même langue, donc les phénomènes raciaux n'y ont pas du tout la même signification que dans d'autres pays d'Afrique. S'il y a des différences de taille au Rwanda, c'est en partie en raison de l'alimentation : les phénomènes de différenciation de classe passaient par des pratiques alimentaires différentes, puisque l'une des catégories était plutôt constituée d'éleveurs et l'autre d'agriculteurs. Je voudrais ici rappeler que nous mesurons en moyenne quinze centimètres de plus que nos ancêtres il y a cent cinquante ans, à cause d'une alimentation différente et d'une mise au travail moins précoce. Sommes-nous pour autant d'une race différente ?

7 – Dominique Franche, *Rwanda, généalogie d'un génocide*, Mille et une nuits, 1997.

Les Belges et les Allemands sont arrivés au Rwanda et au Burundi en plein essor de la raciologie. Gobineau⁸ était au faite de la notoriété. Les raciologues européens ont interprété les différences physiques entre Rwandais comme un phénomène racial. Les Twas seraient des Pygmées, les Hutus des Bantous et les Tutsis des Hamites. Ils y ont associé toute une mythologie des migrations le long du Nil, qu'auraient remonté les Hamites – les descendants de Cham, le fils de Noé. On a du mal à percevoir le poids de ces mythologies. Ainsi, pour une partie des historiens du XIX^e siècle, il était évident que la Révolution française avait été une lutte raciale entre les descendants des Francs (les nobles) et les descendants des Gaulois (le Tiers-État) : les seconds avaient battu les premiers en les renvoyant en Allemagne. Je ne crois pas qu'aujourd'hui ce type d'interprétation ait encore beaucoup d'adeptes en France ! Mais Dominique Franche a découvert que c'est cette école historique-là qui a formé les Pères Blancs envoyés pour évangéliser le Rwanda. C'est ainsi que nos mythes repoussent en Afrique. Autre conflit transposé : beaucoup de Belges flamands ont confondu leur lutte contre les Wallons avec celle des Hutus contre les Tutsis. Et ils n'ont cessé de projeter leurs ressentiments au Rwanda. Il y a sans doute des difficultés en Belgique, mais le Rwanda n'avait pas besoin des problèmes des Belges !

8 – Le comte Joseph Arthur de Gobineau (1816-1882), diplomate et écrivain français, prétendit fonder dans son *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855) la théorie de la supériorité de la race nordique, sur une base physique et réaliste. Sa doctrine fut exploitée par les pangermanistes et par le national-socialisme.

Les colons sont donc arrivés dans des sociétés fondées sur des différences de classes, ou de castes. Ils ont projeté sur ces sociétés leur mode de fonctionnement, en ajoutant une vision raciale. Comme la technique coloniale consiste à opposer entre eux les colonisés, ils ont décidé de gouverner le Rwanda en s'appuyant sur les Tutsis. De manière délibérée, ils ont exclu les Hutus de toute promotion. Ils ont formé les Tutsis, leur ont réservé « l'éducation ». Dans les années cinquante, quand ces Tutsis ont réclamé l'indépendance et la laïcité (la colonisation belge avait laissé l'Église administrer le Rwanda), l'Église et la Belgique ont basculé du jour au lendemain du côté des Hutus, perçus d'un seul coup comme de pauvres opprimés. Les évêques européens et les officiers belges ont organisé la révolution des « Hutus dociles » contre les « Tutsis indociles ». Les premiers massacres ont alors commencé.

Cette histoire ethnique est donc fabriquée à partir de la représentation coloniale. Mais elle a tellement suscité de haine que maintenant la majorité des habitants du Rwanda sont persuadés qu'ils appartiennent à des races différentes.

Lorsque les Belges, qui ont renoncé depuis un certain temps à se prendre pour une grande puissance, se sont dit : « *on fait peut-être plus de conneries qu'autre chose en Afrique* », la France s'est précipitée ! Notre *Dossier noir* « France-Zaïre-Congo » explique comment, à partir de 1960 (l'époque de Patrice Lumumba), la France s'est ingérée au Zaïre, avec d'abord **BOB DENARD** et ses

mercenaires foccartiens. Elle n'a cessé par la suite d'essayer d'y supplanter la Belgique. En réalité, la France a poussé ses pions dans la plupart des anciennes colonies belges, espagnoles ou portugaises au sud du Sahara, tentant de constituer ce qu'on pourrait appeler une « Afrique latine ».

À partir de 1975, la France a pris ses marques au Rwanda, essayant là aussi d'y supplanter les Belges, et, comme toujours, les Anglo-Saxons. Un certain nombre d'écrits de de Gaulle ou de Mitterrand montrent qu'ils sont tous deux convaincus de l'existence d'un complot anglo-saxon séculaire contre la présence de la France en Afrique, complot contre lequel la France ne devrait se refuser aucune arme. Même le crime est absous par la raison d'État ! On appelle cette obsession le « syndrome de Fachoda ». Les comptes rendus de la mission d'information parlementaire sur le Rwanda sont tout à fait clairs à ce sujet : Mitterrand explique à ses ministres que la France est investie d'une mission historique de résistance contre l'impérialisme anglo-saxon en Afrique de l'Est ; il faut pour cela s'allier avec les Hutus et le régime soudanais, les Tutsis étant les pions des Anglo-Saxons. La France a donc mené une guerre clandestine contre les Tutsis. Elle n'a pas hésité à soutenir une garde présidentielle ethniste et à épauler le groupe d'officiers hutus qui a conçu et dirigé le génocide. Paris les a soutenus pendant toute la durée du génocide, puis a voulu leur sauver la mise sous couvert de l'opération Turquoise. De nombreux témoignages montrent qu'initialement, Mitterrand

voulait que les parachutistes français s'emparent de Kigali, quitte à mener une guerre ouverte contre le FPR (Front patriotique rwandais). Quelques personnes l'en ont dissuadé. L'opération Turquoise a permis aux extrémistes du génocide – le « Hutu Power » – de se replier en bon ordre au Zaïre, où ils ont établi leur autorité sur les camps de réfugiés. Toutes les personnes qui ont suivi de près ce qui se passait dans ces camps ont remarqué que la moitié des deux milliards de dollars en principe affectés aux réfugiés a été détournée par le Hutu Power, avec la complicité des mobutistes, pour reconstituer ses groupes armés. D'où la suite des événements, avec la guerre des camps au Kivu, province orientale de l'ex-Zaïre.

Au Zaïre, Mobutu a également cultivé le racisme. Il a par exemple suscité des massacres de Kasaiens au Katanga. Il a aussi attisé les passions antirwandaises pour maintenir son pouvoir au Kivu, avant même les événements de 1994 au Rwanda. Chez une partie des Congolais (de l'ex-Zaïre), on retrouve des réflexes d'anti-tutsisme ordinaire, analogues aux réflexes antisémites dans l'Europe d'avant 1945. Le mythe d'un « Empire Hima-Tutsi », qui voudrait conquérir une partie de l'Afrique, tient lieu de « Protocole des sages de Sion ». Tout cela est maintenant instrumentalisé dans des conflits à très hauts risques qui visent essentiellement à s'approprier les richesses minières du Congo-Zaïre : or, diamants, cobalt, etc.

Aujourd'hui, un certain nombre de gens au Rwanda, au Burundi, en Ouganda et dans l'ex-Zaïre sont entraî-

nés, par mimétisme, dans le cycle des massacres et représailles ethniques. Ce n'est pas parce que nous condamnons de la manière la plus ferme les mécanismes racistes qui ont permis de commettre un génocide et qui servent aujourd'hui de grille d'interprétation géopolitique qu'il faut sanctifier une composante de la population de la région : parmi les Tutsis, on trouve un certain nombre de gens qui ont exactement les mêmes comportements prédateurs et criminels que dans la plupart des groupes ou peuples africains ; et les atrocités antérieures n'ont pas amélioré les choses. Mais les phénomènes à l'œuvre dans cette région sont des phénomènes politiques, les enjeux de la guerre actuelle sont politiques, économiques et sociaux : ils ne sont pas raciaux, contrairement à la lecture qu'un certain nombre de médias continuent de nous servir en France.

Quelle est votre interprétation des événements de 1978 à Kolwezi, au Zaïre ? Selon la version officielle, la France aurait envoyé la Légion pour arrêter les massacres et rétablir l'ordre – tout ceci médiatisé à la gloire des parachutistes français, dans le film La Légion saute sur Kolwezi.

L'historien congolais Anicet Mobé a écrit sur cette histoire dans *France-Zaïre-Congo*. Il est convaincu que les Européens prétendent tués par les rebelles antimobutistes l'ont été en fait par les hommes de Mobutu, pour pousser la France à intervenir. Giscard s'est laissé faire. Il faut en effet toujours trouver un prétexte aux invasions, incursions, interventions ou ingérences de

l'ex-métropole. Ce sont la plupart du temps des prétextes fabriqués, ou transformés. Le général Huchon était déjà aux premières loges lors de cette opération – destinée à prouver à Mobutu que la France était le plus efficace des « chevaliers blancs ». À partir de 1990, il a été le principal organisateur de la présence militaire française au Rwanda. Il a accueilli en plein génocide une sommité de l'armée rwandaise, organisatrice des massacres. Pour parler propagande et armement.

Les historiens admettent désormais que la prétendue invasion de Kigali par les troupes du FPR en 1990, qui a servi de prétexte au débarquement d'un corps expéditionnaire français, était une mise en scène. Les tirs dans Kigali provenaient en fait de l'armée rwandaise... Alors ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement a raconté la suite à la mission parlementaire sur le Rwanda : « *Le président de la République donne comme directive de répondre positivement à la demande [d'intervention] du président Habyarimana. Ensuite on dira que c'est pour assurer la protection de nos ressortissants, ça c'est ce qu'on dit toujours.* »⁹

Devant la mission parlementaire, l'amiral Lanxade a répondu à ceux qui s'étonnaient de l'absence de base légale à l'intervention de la France au Rwanda : « *Nous*

9 – Texte de la retranscription non officielle établie par la coalition d'ONG (dont *Survie*) qui avait réclamé une Commission d'enquête sur le rôle de la France au Rwanda. Seule une mission d'information fut accordée.

n'avons aucun accord de défense avec le Tchad, qui est probablement l'un des pays dans lequel nous sommes le plus intervenus. Jusqu'ici ça n'a troublé personne. » Tout ceci est révélateur du peu de cas qui est fait de ce type d'accord, dont la plupart des clauses sont d'ailleurs secrètes. Pierre Joxe a confié à la mission d'information parlementaire que lui-même, lorsqu'il était ministre de la Défense, ne connaissait pas le contenu des accords de défense. Si le ministre de la Défense ne les connaît pas, on peut vraiment se demander qui les connaît ! Et qui cela intéresse, dans un contexte de constant mépris de la légalité internationale...

Vous avez parlé du « syndrome de Fachoda »...

En 1898, les troupes françaises tentent de devancer les Britanniques sur le Haut-Nil en s'installant à Fachoda. Face à un ultimatum britannique, la France se retire, contrainte de renoncer à ses visées sur le Nil. Il est resté de cet épisode le souvenir d'un échec cuisant et la conviction qu'il existe un complot anglo-saxon permanent contre la France en Afrique. Cette obsession sert à justifier le combat pour la défense de la francophonie face à l'impérialisme anglo-saxon, quitte à recourir aux alliances et aux pratiques les plus honteuses. Le complexe ou syndrome de Fachoda en est venu à structurer de nombreux comportements et choix français, dans beaucoup de pays. Il a marqué toute l'histoire franco-camerounaise. Un exemple tout à fait récent : en évacuant le pétrole du Tchad par un pipeline

direct, passant par le Cameroun anglophone, les bénéficiaires de l'opération auraient pu gagner plus d'argent. Or, ils lui font faire un détour le long du Centrafrique, jusqu'au port de Kribi, pour rester en sol « franco-phonie » ! Le Floch l'a écrit noir sur blanc. Le syndrome de Fachoda se retrouve partout. La guerre civile du Liberia, qui a été soutenue à la fois par Houphouët, Compaoré et Kadhafi, avec l'appui de la France, est née de la rivalité entre réseaux francophones et anglophones en Afrique de l'Ouest. Dans une interview de 1957, Mitterrand explique, à propos du Togo, que Sylvanus Olympio est un pion des Anglo-Saxons. Il a poussé le culot jusqu'à aller fêter au Togo le vingtième anniversaire de l'élimination d'Olympio, à l'invitation de l'assassin, Eyadéma. Parce que, disait-il : « *Olympio était un ennemi de la France.* » Quand Olympio a été assassiné, de Gaulle s'est réjoui, parce qu'il le considérait comme un ami des Anglais. Il ne faut pas sous-estimer la connerie au nombre des facteurs de l'Histoire.

Les fantasmes finissent souvent par prendre la place de la réalité. Ainsi, la plupart des Tutsis et des Hutus sont désormais réellement persuadés d'appartenir à deux races différentes. De la même façon, la plupart des acteurs de la Françafrique sont persuadés qu'ils poursuivent un long combat contre la perfidie anglo-saxonne. Nous l'avons constaté au moment du génocide rwandais : quand nous rencontrons des politiques (parmi les plus modérés), après une heure de discussion, ils convenaient que nous avions raison. Mais au moment de les

quitter, ils nous disaient sur le pas de la porte : « *On ne va quand même pas se laisser marcher sur les pieds par les Anglo-Saxons !* »

Quelle est l'implication de l'Église catholique et celle de l'Église protestante dans les réseaux, ou leur présence particulière via les missions ?

Si je n'ai pas parlé des religions, qui sont pourtant des lobbies et des réseaux importants, c'est parce que je m'attache ici aux lobbies français. Or, il n'existe pas un centre français des lobbies protestants ou catholiques en Afrique. Le lobby catholique en Afrique est un peu modulé en fonction des ordres religieux, les Pères Blancs par exemple. Entre les protestants et les catholiques, il y a des différences importantes, notamment culturelles. Les protestants ont une tradition de résistance beaucoup plus forte. D'un point de vue général, les religions véhiculent le meilleur ou le pire – de même que la culture française. L'ensemble des militants indépendantistes qui ont été éliminés par la France étaient profondément animés par les valeurs républicaines françaises, et c'est en leur nom qu'ils se dressaient contre elle. De même, dans l'histoire de l'Afrique, les autorités religieuses ont souvent eu un rôle conservateur et ont parfois cautionné une répression épouvantable, comme l'Église au Cameroun lors des luttes indépendantistes. Mais, à l'inverse, un certain nombre de figures de la renaissance africaine, tels Ruben Um Nyobé, Desmond Tutu ou Nelson Mandela, ont été animées par des valeurs religieuses.

C'est donc un phénomène ambivalent : selon le mode d'appropriation de la religion, elle est devenue une aliénation, un support de conservatisme, ou un facteur de changement. Il n'y a pas de réponse générale possible. L'Église catholique a joué un rôle ultra-conservateur au Rwanda, elle y a été complice de l'évolution raciste, mais son rôle est différent au Burundi.

Peu de gens en Europe soutiennent les luttes contre l'oppression en Afrique ou ailleurs dans le Tiers-monde...

Il y a un côté positif à cette distanciation. Un certain « surmoi » occidental, systématiquement interventionniste, légitime aussi le pire. Au nom de l'aide, on camoufle des ingérences qui sont souvent nuisibles. Face à des populations qui ont été colonisées, qui depuis l'encerclement de l'Afrique par les Portugais, au XV^e siècle, ont été contraintes de subir les volontés européennes, on pourrait dire qu'une forme de renoncement à l'ingérence est quelque chose de positif en soi. Le problème, c'est que pendant que certains ne s'occupent pas de l'Afrique, tout l'appareil colonial continue d'exister : l'absence d'indépendance a été verrouillée par une batterie d'accords financiers, militaires et autres – les mêmes ou presque que ceux qui régissaient la relation de colonisation. Et cet appareil néo-colonial mène une politique du pire. De plus, dans la mesure où nous sommes des contribuables, c'est nous qui finançons l'aide publique au développement (quarante milliards par an), censée aider ces pays à s'en sortir. Or cet argent, notre argent,

au lieu de servir des objectifs de bien commun, sert à maintenir des dictatures et le pillage des pays « aidés » : on ne peut pas s'en désintéresser.

Je crois que notre tâche ici doit être d'informer la population et les élus sur ce qui se trame dans les hautes sphères de la Françafrique. Multiplier les articles, les livres, les conférences et les interventions, les interpellations, afin que la politique étrangère de la France devienne un enjeu des débats publics. Il faut que des garde-fous d'importance soient mis en place pour que cette politique criminelle cesse d'être possible. C'est urgent.

GLOSSAIRE

BOB DENARD : Né en 1929, Bob Denard, alias Gilbert Bourgeaud, est un ancien mercenaire. De 1962 à 1995, il intervient dans toute l'Afrique, du Katanga aux Comores en passant par le Maroc ou le Biafra. C'est à la fois un spécialiste du coup d'État au service de la France et un « honorable correspondant » des services secrets français. Il s'illustre particulièrement aux Comores : en 1978, accompagné d'une cinquantaine de mercenaires, il renverse le président Soilih et rétablit Ahmed Abdallah, dont il dirige la garde présidentielle, avec l'aide financière du régime sud-africain de l'apartheid. La présence de Denard sur l'archipel permet à la France et à l'Afrique du Sud, sous embargo, de mener des trafics multiples (d'armes notamment). Alors qu'il décide de changer de protecteur, le président Abdallah est tué devant (ou par) Bob Denard et deux de ses adjoints. Accusés du meurtre du président, ils fuient vers l'Afrique du Sud. En 1995, Denard retourne aux Comores et renverse le président Djohar. La France décide cette fois d'envoyer ses troupes et Denard se rend. Au printemps 1999, il est traduit devant la justice française pour l'assassinat du président comorien Abdallah et acquitté.

DJIBOUTI : Pays de 600 000 habitants, l'un des plus pauvres du monde, qui présente le grand intérêt stratégique de contrôler l'accès au canal de Suez. Formellement indépendant depuis 1977, il accueille la première base militaire française en Afrique (3 000 hommes),

dont provient plus de la moitié du produit intérieur brut du pays. L'ethnie majoritaire, les Afars, étant marginalisée alors qu'un clan Issa est politiquement et économiquement hégémonique depuis l'« indépendance », la répression de l'opposition prend régulièrement, avec la complicité de l'armée française, une allure de crime contre l'humanité.

GUERRE DU BIAFRA : Le 27 mai 1967, la région orientale de la République fédérale du Nigeria, peuplée essentiellement par les Ibos chrétiens et dotée des principaux gisements pétrolifères du pays, fait sécession sous le nom de « Biafra ». Cette scission du Nigeria est une aubaine pour la France, qui redoutait l'influence de ce géant économique et géographique, anglophone de surcroît, sur une Afrique francophone morcelée. Très vite, Foccart lui-même entre en contact avec les sécessionnistes biafrais et la France obtient le soutien peu glorieux de Salazar, de Franco, des régimes d'apartheid sud-africain et de Rhodésie, et de la Côte-d'Ivoire. Rapidement contrés par le gouvernement nigérian, les sécessionnistes reçoivent cependant une aide massive en armes, en mercenaires et en argent du front anti-anglophone mené par la France, ce qui prolonge de plusieurs années une guerre effroyable qui totalise près de deux millions de victimes. Le spectacle de la famine provoquée par l'enlèvement de la guerre suscite les premiers sursauts de générosité humanitaire, instrumentalisés par une extraordinaire intoxication médiatique. La France se lance dans une gigantesque collecte de fonds auprès d'une opinion publique émue

et utilise l'aide humanitaire pour couvrir ses livraisons d'armes. Finalement, en 1970, le gouvernement nigérian défait l'opposition séparatiste.

GUERRE DU LIBERIA : En décembre 1989, Charles Taylor lance une rébellion depuis la Côte-d'Ivoire et s'attaque à l'ethnie de l'ancien président, les Krahns. Cette guerre est née dans une optique de lutte contre les réseaux anglophones dans l'Ouest africain. Elle est déclenchée pour nuire à ce voisin anglophone suspecté d'être trop proche des États-Unis et entretenue par les réseaux Foccart et Mitterrand et leurs « alliés », la Côte-d'Ivoire, le Burkina et la Libye.

FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY : Né à Yamoussoukro en 1905, médecin de formation, il devient leader des planteurs ivoiriens avant de fonder en 1946 le Rassemblement démocratique africain (RDA), parti précurseur de l'anticolonialisme panafricain. Il préside le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire, section ivoirienne du RDA. Élu à la Chambre des députés à Paris, il fait voter l'abolition du travail forcé et occupe plusieurs postes ministériels en France sous la IV^e République. Virant de bord, il devient l'homme de la France et s'entoure de conseillers français. En 1960, il est élu président de la République de Côte-d'Ivoire, devenue indépendante malgré lui (il préconisait plutôt la création d'une communauté francophone sous autorité française). En dépit d'une opposition croissante, il se maintient au pouvoir jusqu'à sa mort, en 1993. Soutenu par son ami Jacques Foccart, il

procède à l'élimination de toute opposition politique intérieure et s'adonne au pillage de son pays. Sa fortune a été évaluée à 60 milliards de francs français, surpassant le produit national brut de la Côte-d'Ivoire qui, au même moment, battait le record mondial de l'endettement par habitant.

MASSACRES DE SÉTIF : Le 8 mai 1945, jour de l'armistice, à Sétif comme dans plusieurs villes d'Algérie, des milliers de personnes brandissant le drapeau algérien et des banderoles subversives défilent pour célébrer la victoire à laquelle elles ont largement contribué, et réclamer l'indépendance. Un policier français abat un jeune Algérien et la foule se disperse en s'attaquant aux Français sur sa route. L'armée est appelée en renfort, l'insurrection se prolonge. Dès le 9 mai, l'aviation bombarde et mitraille tandis que l'armée continue ses opérations de « ratisage », menant une répression effroyable. Alors que le ministre français de l'Intérieur fait état de 1 500 victimes, les nationalistes algériens parlent de dizaines de milliers de morts.

MISSION PARLEMENTAIRE D'INFORMATION SUR LE RWANDA : Mission d'information mise en place le 3 mars 1998 par la Commission parlementaire de la Défense et des Forces armées, à laquelle s'est associée la Commission des Affaires étrangères. L'objectif était de se pencher sur les « opérations militaires menées par la France, d'autres pays, l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994 ». Présidée par Paul Quilès, ancien ministre de la Défense de

François Mitterrand, elle a publié un rapport qui, tout en réduisant la responsabilité de la France à une simple erreur d'appréciation, confirme qu'elle avait connaissance de la préparation du génocide, qu'elle a procuré une importante assistance militaire aux Forces armées rwandaises et qu'elle a soutenu le gouvernement intérimaire rwandais responsable du génocide.

PIUS NJAWÉ : Journaliste camerounais, directeur de publication du journal indépendant *Le Messenger*, condamné en 1997 à deux ans de prison ferme pour avoir fait état dans sa publication d'un malaise du président Biya. Les protestations soulevées par cette arrestation, au niveau national et international, ont contraint Biya à lui accorder une grâce présidentielle à l'issue de dix mois de détention. Son *Bloc-notes du bagnard* est publié aux éditions Mille et une nuits (1998).

OPÉRATION TURQUOISE : Opération à prétexte humanitaire menée par la France du 22 juin à la mi-août 1994 au Rwanda, sous l'égide de l'ONU. L'objectif officiel consistait à « *mettre fin aux massacres partout où cela sera possible, éventuellement en utilisant la force* ». Elle servit en réalité à porter secours au régime génocidaire et à repousser les troupes du FPR. La création d'une Zone humanitaire sûre destinée aux Hutus fuyant l'avancée du FPR permit en réalité l'exfiltration vers le Zaïre de hauts dignitaires hutus responsables du génocide et n'empêcha pas que se poursuivent, ça et là, des massacres de Tutsis.

NGARLEGY YORONGAR : Député tchadien condamné en juillet 1998 à trois ans de prison ferme pour diffamation envers le chef de l'État tchadien et le président de l'Assemblée Nationale, Kamougué, alors qu'il était couvert par l'immunité parlementaire. Il avait critiqué la gestion par le chef de l'État, Idriss Déby, du projet d'exploitation pétrolière dans le sud-ouest du pays et dénoncé le financement par Elf de certains hommes politiques tchadiens, dont le président de l'Assemblée. Grâce à une extraordinaire pression internationale, il est libéré en février 1999.

PASQUA *versus* VERSCHAVE LEÇONS D'UN JUGEMENT

Le 17 mai 1999, la 17^e chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné François-Xavier Verschave pour diffamation envers l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Celui-ci demandait 5 millions de francs de dommages et intérêts. Il a obtenu 1 franc.

Sur treize passages de l'ouvrage *La Françafrique. Le plus long scandale de la République* qui accusaient gravement son action en Afrique, Charles Pasqua n'en a attaqué qu'un seul, composé de deux phrases. La seconde n'a pas été jugée diffamatoire : « *Qu'un ministre de l'Intérieur ait pu mener, à l'aide de ses réseaux personnels, sa propre politique africaine et arabe, nous en disait long sur le démembrement de la politique franco-africaine. Et la révélation des tractations qui permirent la capture de Carlos achevait de nous ouvrir les yeux sur l'aviissement de cette politique* ». Dans ses attendus, le Tribunal estime que « *le rôle en Afrique de Monsieur Pasqua et de ses "réseaux" est manifeste* ».

Restait la première phrase, qui l'accusait d'avoir troqué la livraison du terroriste Carlos contre « *un appui aux opérations de "nettoyage ethnique" du régime soudanais* ». Le Tribunal reconnaît que l'auteur a établi l'existence d'une rencontre discrète, à Paris, entre Charles Pasqua et le leader islamiste soudanais Hassan el Tourabi moins d'un mois avant la livraison du terroriste Carlos. L'auteur n'ayant pu, évidemment, apporter le compte-rendu de cette rencontre, il a beau décrire longuement toutes les bonnes manières franco-soudanaises qui ont suivi, la preuve n'est pas considérée comme « *parfaite et complète* ».

Le Tribunal admet cependant presque tous les éléments de la bonne foi : « *Il était parfaitement légitime pour Monsieur Verschave, président de l'Association Survie, d'attirer l'attention du lecteur sur les effets de la politique française en Afrique et de faire connaître sa thèse selon laquelle le gouvernement français a soutenu des gouvernements africains inspirateurs et auteurs de génocides. L'ensemble des pièces produites et des témoignages recueillis démontrent que Monsieur Verschave a procédé à une enquête particulièrement sérieuse et possède une connaissance très approfondie des problèmes africains et des relations franco-africaines* ». Mais « *il a manqué à son obligation de prudence* » en personnalisant « *la responsabilité politique de la France et présentant Monsieur Pasqua, ministre de l'Intérieur, comme complice des crimes les plus abominables* ». Même si ces crimes-là sont établis, et « *s'il n'est pas contesté [...] que le ministère de l'Intérieur ait joué un rôle prépondérant dans cette arrestation [de Carlos]* »...

Autrement dit, il était imprudent de déduire une complicité personnelle de la rencontre entre Charles Pasqua et le principal responsable politique de ces crimes, Hassan el Tourabi, rencontre suivie de nombreux échanges franco-soudanais... Il eût été plus prudent, sans doute, de parler de l'appui d'un gouvernement à un régime se livrant à « *des opérations de "nettoyage ethnique"* ». L'auteur défendait qu'aider un État criminel, coupable de crimes contre l'humanité, c'est être complice de ses crimes. Le Tribunal n'a pas admis cette extension, qui se dessine pourtant avec la future Cour pénale internationale. L'auteur est donc condamné pour cette audace sémantique et juridique. Mais en n'accordant aucun dommage à l'ancien ministre, en n'ordonnant pas l'exécution provisoire du jugement et en laissant écouler les livres déjà imprimés, le Tribunal a de fait condamné le plus long scandale de la République, la « *Françafrique* ».